

Comptes financiers trimestriels: 2e trimestre 2017

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2017, le patrimoine financier net des particuliers a régressé de €8,3 milliards pour atteindre €1.061,9 milliards au 30 juin 2017. Cette diminution de la richesse financière des particuliers au cours de la période résulte de variations négatives de prix (-€7,5 milliards) et de transactions financières nettes en baisse (-€0,9 milliard).

TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PATRIMOINE FINANCIER NET DES PARTICULIERS AU 2e TRIMESTRE DE 2017
 (milliards d'euros)

	Patrimoine financier net au 31 mars 2017	Transactions financières du 2e trimestre 2017	Autres flux ¹	Patrimoine financier net au 30 juin 2017
Actifs financiers	1339,9	2,8	-7,6	1335,1
Billets et pièces	33,7	0,7	0,0	34,4
Dépôts à vue	70,2	3,6	-0,4	73,4
Dépôts d'épargne réglementés	246,3	2,4	0,0	248,7
Autres dépôts	41,5	-0,8	-0,2	40,5
Titres de créance	54,5	-2,7	-0,6	51,2
Actions cotées	66,1	-1,1	-0,6	64,4
Actions non cotées et autres participations	305,5	0,1	-3,4	302,1
Parts de fonds d'investissement	201,0	4,4	-1,6	203,8
Produits d'assurance	308,9	-1,2	-0,7	307,1
Divers ²	12,2	-2,7	0,0	9,5
Engagements financiers	269,7	3,7	-0,1	273,2
Crédits à court terme	7,4	0,7	0,0	8,0
Crédits hypothécaires	216,3	3,5	0,1	219,9
Autres crédits à long terme	30,4	-0,2	-0,3	30,0
Divers ³	15,6	-0,3	0,1	15,3
Patrimoine financier net	1070,2	-0,9	-7,5	1061,9

Source: BNB

- 1 Les autres flux comprennent les variations de prix et de cours de change. Ils peuvent aussi inclure des éléments ponctuels comme des reclassements d'opérations vis-à-vis d'autres secteurs.
- 2 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, essentiellement les emprunts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir, dont les enrôlements des administrations publiques.
- 3 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, à savoir les autres participations, les crédits commerciaux et les autres comptes à payer, dont les impôts dus mais non encore payés.

Les particuliers ont néanmoins connu une progression nette de certaines catégories de leurs actifs financiers. Suivant une tendance saisonnière, les ménages ont augmenté leurs placements en dépôts à vue et en dépôts d'épargne réglementés (de respectivement € 3,6 milliards et € 2,4 milliards). Par ailleurs les souscriptions nettes en parts de fonds d'investissement ont à nouveau été importantes en ce deuxième trimestre (+€ 4,4 milliards).

Les particuliers ont réduit leur position dans d'autres actifs financiers. La détention de titres de créance a connu une nouvelle baisse (-€ 2,7 milliards). En outre, les particuliers ont, pour le troisième trimestre d'affilée, diminué leurs placements en produits d'assurance (-€ 1,2 milliard), principalement dû aux désinvestissements dans les produits à taux garanti de type branche 21. Les placements nets en actions cotées ont en outre été négatifs sur la période (-€ 1,1 milliard). Les IPOs de taille importantes enregistrées au deuxième trimestre sur le marché domestique semblent ne pas avoir attirés les investisseurs particuliers. La hausse modérée des taux d'intérêt sur la période, des marchés boursiers en baisse et des variations de cours de change défavorables ont pesé sur la valorisation de l'ensemble des produits financiers.

Les nouveaux engagements financiers des particuliers ont progressé de +€ 3,7 milliards pour atteindre un encours de € 273,2 milliards au 30 juin 2017. Ce sont les crédits hypothécaires (+€ 3,5 milliards) et les crédits à court terme (+€ 0,7 milliard) qui expliquent cette hausse, alors que les autres crédits à long terme régressent (-€ 0,2 milliard).

Notice méthodologique

Les comptes financiers des particuliers forment une composante des statistiques des comptes financiers de la Belgique qui sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Ces statistiques comprennent les comptes de patrimoine, les comptes financiers et les autres changements d'actifs et de passifs financiers des secteurs institutionnels nationaux (particuliers, sociétés financières et non financières, administrations publiques). Le secteur des particuliers se compose des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les différents actifs et engagements sont répartis par instrument financier (numéraire et dépôts, crédits, titres à revenus fixes, actions, parts de fonds d'investissement, produits d'assurance, droits à pension, produits financiers dérivés et autres comptes à recevoir/à payer).

Les patrimoines financiers nets des différents secteurs résultent de la différence entre le total de leurs actifs et engagements financiers respectifs. Lorsque le patrimoine financier net d'un secteur est négatif, on utilise le terme de passif financier net ou d'engagement financier net.

Comme chaque actif financier détenu par un secteur correspond à un engagement financier pour un autre secteur, il en résulte que la somme des patrimoines financiers nets des secteurs intérieurs est égale au passif financier net du reste du monde à l'égard de la Belgique ou, ce qui revient au même, à la position créditrice nette de la Belgique sur le reste du monde.

La variation des patrimoines financiers nets entre le début et la fin d'un trimestre résulte d'une part des transactions financières réalisées au cours de la période, et d'autre part des autres flux, qui se composent principalement des variations de prix et de cours de change et des autres changements de volume.

Les transactions financières sont enregistrées dans les comptes financiers, qui mettent en évidence la manière dont les différents secteurs institutionnels affectent leur épargne financière ou trouvent les ressources financières dont ils ont besoin.

Dans le système européen de comptes nationaux, les comptes financiers s'articulent avec les comptes non financiers des différents secteurs institutionnels. Ainsi, si les comptes non financiers permettent de dégager des soldes de financement à partir des recettes et des dépenses, les comptes financiers expliquent comment les différents secteurs placent leurs excédents ou financent leurs déficits. En pratique, on observe toutefois des écarts entre les soldes réels et financiers liés principalement à l'utilisation de sources différentes.

Données chiffrées: <http://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=FINACC2010&lang=fr>